

### 5.1.2.

## RÈGLEMENT STOA

### DÉCISION DU BUREAU

DU 15 AVRIL 2019<sup>1</sup>

LE BUREAU DU PARLEMENT EUROPÉEN,

- vu l'article 25, paragraphe 2, du règlement intérieur<sup>2</sup>,
- vu sa décision du 1<sup>er</sup> septembre 2003 sur le futur mandat, les principaux types d'activités et l'organisation de l'unité STOA.
- vu le règlement STOA, adopté par le Bureau le 19 avril 2004, modifié ensuite à diverses reprises<sup>3</sup>,
- vu le rapport du 28 mars 2019 des vice-présidents chargés des activités du comité STOA sur les activités de cette unité au cours de la huitième législature,
- vu le projet de règlement STOA présenté par le vice-président chargé de l'unité STOA,

ARRÊTE LA PRÉSENTE DÉCISION:

#### *Article premier* *Objectifs de l'unité STOA*

1. Le Bureau du Parlement<sup>4</sup> a créé le comité de l'avenir de la science et de la technologie (STOA) pour la réalisation de projets d'évaluation des choix technologiques. Les activités de l'unité STOA<sup>5</sup> font partie intégrante des activités officielles du Parlement. Le présent règlement précise les dispositions applicables.
2. L'unité STOA contribue au débat et à l'examen législatif des questions scientifiques et techniques revêtant un intérêt politique particulier.

À cet effet:

---

<sup>1</sup> Telle que modifiée par les décisions du Bureau du 13 janvier 2020 et du 9 mars 2020.

<sup>2</sup> Cette référence au règlement du Parlement s'entend comme référence à la version en vigueur pendant la huitième législature.

<sup>3</sup> Décisions du Bureau du 4 mai 2009, du 11 novembre 2009, du 18 mai 2015, du 12 septembre 2016 et du 1<sup>er</sup> octobre 2018. Modifié sur le plan technique le 1<sup>er</sup> juillet 2016.

<sup>4</sup> Décision du 26 mai 1992, modifiée le 18 septembre 1995, le 17 février 1997, le 13 janvier 2003 et le 19 avril 2004.

<sup>5</sup> Connu sous le nom de «Science and Technology Options Assessment» («Évaluation des choix scientifiques et technologiques») jusqu'à la décision du Bureau du 1<sup>er</sup> octobre 2018.

- elle fournit aux commissions parlementaires et aux autres organes parlementaires concernés des études et informations indépendantes, de haute qualité et scientifiquement impartiales, aux fins de l'évaluation de l'impact de l'introduction éventuelle ou de la promotion de nouvelles technologies et identifie, d'un point de vue technique, les options quant aux meilleures façons d'agir;
- elle organise des forums au cours desquels des responsables politiques et des représentants des communautés ou organisations scientifiques et de la société dans son ensemble examinent et comparent les développements scientifiques et techniques qui revêtent une importance politique pour la société civile;
- elle entend promouvoir un dialogue fructueux entre les députés au Parlement européen, la communauté scientifique et les journalistes – notamment en ce qui concerne les nouvelles évolutions scientifiques et technologiques et les informations d'actualité – par le biais d'une plate-forme dédiée faisant autorité pour engager le débat, proposer des actions de formation et lancer des campagnes d'information dans ce domaine (Centre européen des médias scientifiques);
- elle soutient et coordonne des initiatives visant à renforcer les activités d'évaluation parlementaire des choix technologiques dans les États membres de l'Union européenne, y compris la création ou le renforcement de capacités d'évaluation parlementaire des choix technologiques dans les pays européens, en particulier les nouveaux États membres.

3. L'unité STOA conduit ses travaux de manière à produire des résultats utiles pour le Parlement dans son rôle de législateur.
4. Ses objectifs sont axés sur le long terme et son travail est différent de celui des services de recherche du Secrétariat, dont la tâche consiste à satisfaire des besoins de recherche spécifiques, sectoriels ou à court terme.

## *Article 2*

### *Activités de l'unité STOA*

1. Aux fins de l'évaluation et de l'anticipation des choix technologiques, l'unité STOA réalise des études et organise des ateliers, des débats d'experts et des visites auprès d'institutions scientifiques et techniques. Elle emploie toute la gamme des outils modernes pour l'évaluation parlementaire des choix technologiques, en procédant par anticipation scientifique, selon le cas. Le dialogue sur l'évolution scientifique et technique est mené à la faveur de conférences et dans le cadre de la conférence annuelle de l'unité STOA ou d'autres activités décidées par le comité STOA. Les publications de l'unité STOA concourent à la réalisation des objectifs précités.

2. Les études STOA sont réalisées sous la forme d'analyses scientifiques menées dans un esprit d'ouverture et ne sont redevables vis-à-vis d'aucun intérêt susceptible de limiter leur objectivité. Les conclusions des études STOA ne sont ni adoptées ni mises aux voix, sauf dans les cas visés à l'article 6, paragraphe 4. Les résultats des études STOA ne reflètent donc pas nécessairement l'opinion majoritaire du Parlement. Toutes les études soumises par des contractants conformément aux conditions et modalités définies dans les contrats conclus sont publiées par l'unité STOA, sans préjudice des dispositions de l'article 6, paragraphe 4, du présent règlement.
3. Tout député ou tout organe du Parlement peut soumettre au comité STOA une demande concernant des activités de l'unité STOA.
4. L'administration de l'unité STOA relève de la responsabilité de la direction générale des services de recherche parlementaire (DG EPRS), laquelle met en place un secrétariat STOA au sein de l'unité appropriée, ainsi qu'une équipe opérationnelle pour le Centre européen des médias scientifiques (ESMH) au sein de son unité de la prospective scientifique (STOA).
5. Les ressources budgétaires allouées à l'unité STOA sur le budget du Parlement européen sont gérées par la DG EPRS, conformément au règlement financier et à ses modalités d'exécution ainsi qu'à toute autre règle interne adoptée à cet effet<sup>6</sup>.

### *Article 3* *Comité STOA*

1. Le comité STOA fait partie intégrante de la structure du Parlement.
2. Il statue sur les activités de l'unité STOA.
3. Le comité STOA comprend 27 membres ayant le droit de vote, à savoir:
  - le vice-président du Parlement chargé de STOA;
  - six membres nommés par la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie;
  - trois membres nommés par la commission de l'emploi et des affaires sociales;
  - trois membres nommés par la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire;
  - trois membres nommés par la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs;
  - trois membres nommés par la commission des transports et du tourisme;
  - trois membres nommés par la commission de l'agriculture;
  - un membre nommé par la commission des affaires juridiques;
  - un membre nommé par la commission de la culture et de l'éducation;
  - un membre nommé par la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures;
  - un membre nommé par la commission du développement régional;
  - un membre nommé par la commission du commerce international.

---

<sup>6</sup> Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012.

4. Les membres du comité STOA sont nommés pour une période de deux ans et demi, renouvelable. Lorsqu'un membre est remplacé, le mandat de son suppléant court jusqu'au terme de la période de deux ans et demi concernée.
5. Le comité STOA peut désigner, pour une période allant jusqu'à la fin de chaque législature:
  - un comité consultatif international, composé de personnalités de premier plan susceptibles de contribuer à une réflexion à long terme sur l'orientation future de l'unité STOA;
  - un comité consultatif interinstitutionnel, composé de personnalités de diverses institutions de l'Union européenne opérant dans le domaine des médias scientifiques, dont la mission est de fournir des conseils et d'échanger les meilleures pratiques en rapport avec le fonctionnement du ESMH.

#### *Article 4*

##### *Élection et mode de fonctionnement du comité STOA*

1. Chaque fois qu'elles sont constituées, les commissions visées à l'article 3, paragraphe 3, nomment leurs membres au comité STOA dans un délai de trois mois et notifient les nominations au Bureau du Parlement.
2. Le vice-président du Parlement chargé de STOA convoque la réunion constitutive du comité STOA et la conduit jusqu'à l'élection du président et de deux vice-présidents qui forment, avec le vice-président du Parlement, le bureau STOA, lequel prépare les réunions du comité.
3. Le comité STOA se réunit au moins six fois par an. Le projet d'ordre du jour est distribué au moins une semaine avant chaque réunion. Un procès-verbal est rédigé pour toutes les réunions.

#### *Article 5*

##### *Contrats avec des prestataires extérieurs de services scientifiques*

1. Conformément au règlement financier et aux règles internes relatives à l'exécution du budget du Parlement européen, le comité STOA peut inviter l'ordonnateur compétent à charger des scientifiques extérieurs d'évaluer une demande de projet d'évaluation technologique et de prospective scientifique avant son exécution et de juger de la qualité d'une étude après sa réalisation. Les contrats-cadres ou individuels conclus à cette fin avec des prestataires de services externes précisent que ces contractants ne peuvent eux-mêmes réaliser d'autres projets pour le comité STOA.

2. Conformément au règlement financier et aux règles internes relatives à l'exécution du budget du Parlement européen, les études d'évaluation technologique et de prospective scientifique peuvent être réalisées par un ou plusieurs contractants extérieurs avec lesquels l'ordonnateur compétent conclut, à la demande du comité STOA, un contrat-cadre au terme d'un appel d'offres public. Chaque contractant doit disposer des compétences de différentes institutions scientifiques de plusieurs États membres. Les services fournis en application du contrat comprennent la gestion du projet, l'analyse scientifique du sujet traité, la mise en évidence des scénarios et options envisageables et une présentation des résultats qui soit compréhensible pour le profane. Le contrat est exécuté par le contractant auquel il a été attribué ou peut être réalisé en partie, mais selon les mêmes conditions que celles spécifiées dans l'appel d'offres et sous réserve de l'accord préalable du comité STOA, par un tiers sous-traitant dont les qualifications techniques et/ou scientifiques répondent aux mêmes critères et conditions que ceux requis pour le contractant lui-même. Si l'ordonnateur compétent le juge opportun, les études d'évaluation technologique ou de prospective scientifique peuvent également être réalisées par des contractants externes en application de contrats individuels
3. Les contrats conclus avec des prestataires externes de services scientifiques peuvent disposer qu'une fraction du prix contractuel, ne dépassant pas 15%, est consacrée à des campagnes de sensibilisation et de visibilité pour le projet en question.

#### *Article 6*

#### *Études d'évaluation technologique et de prospective scientifique*

1. Les études d'évaluation technologique visent à fournir une réponse à des problèmes complexes et interdisciplinaires qui s'inscrivent dans une perspective allant du moyen au long terme et qui touchent à l'impact sur la société des développements scientifiques et techniques. Les études de prospective scientifique ont pour objet d'analyser les grandes tendances qui façonnent notre future société, ainsi que les défis et les choix auxquels les responsables politiques sont confrontés.
2. Les propositions soumises à cet effet sont approuvées par le comité STOA sur la base des critères suivants:
  - l'importance du sujet pour les activités parlementaires,
  - l'intérêt scientifique et technique de la proposition,
  - l'importance stratégique de la proposition et sa conformité avec les priorités définies par le comité STOA et
  - la disponibilité de données scientifiques couvrant le même sujet.

Avant qu'une décision ne soit prise, il est fait appel à des compétences scientifiques extérieures si le comité le juge nécessaire. Si la décision est prise en faveur d'une étude malgré le vote négatif du vice-président du Parlement chargé de STOA, l'autorisation du Bureau du Parlement est requise.

3. Le contractant informe le comité STOA des résultats intermédiaires et soumet un rapport final qui est compréhensible pour le profane.

4. Le comité STOA peut, s'il le juge nécessaire, soumettre un rapport final à une évaluation ou à un examen par des scientifiques extérieurs indépendants. Dans l'attente de cette évaluation ou de cet examen, le comité peut décider de différer la publication. L'évaluation ou l'examen peuvent être publiés avec l'étude. En cas d'évaluation négative, le comité peut décider de ne pas publier le rapport final.

#### *Article 7* *Rapport annuel*

L'unité STOA publie un rapport annuel sur ses activités, y compris l'utilisation de son budget. Ce rapport est transmis au Bureau du Parlement et publié sur internet.

Il est rédigé sous la responsabilité du président de STOA et approuvé par le comité STOA.

#### *Article 8* *Coopération avec d'autres institutions*

Sous le patronage du Président du Parlement, l'unité STOA est membre du réseau européen d'évaluation parlementaire des choix technologiques (European Parliamentary Technology Assessment – EPTA) et soutient les initiatives visant à consolider la dimension parlementaire de l'EPTA. L'unité STOA coopère avec d'autres organismes d'évaluation parlementaire des technologies et participe à l'échange des résultats des travaux.

#### *Article 9* *Clause de révision*

Le présent règlement est évalué avant la fin de la neuvième législature sur la base d'un rapport sur les activités STOA au cours de la neuvième législature, présenté au Bureau par le vice-président chargé de STOA.

#### *Article 10* *Dispositions finales*

Sauf disposition contraire du présent règlement, le règlement intérieur du Parlement européen s'applique par analogie. Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2019 et remplace le règlement tel que modifié le 1<sup>er</sup> octobre 2018.